

MINISTÈRE DES ARMÉES

AVIS D'APPEL À LA CONCURRENCE

Numéro d'identification :

P 25.03.007

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**ACCORD CADRE
PASSÉ EN APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES
DES ARTICLES R2124-1 ET 2, R2161-2 A 5, R2162-1 A 6 ET R2162-13 A 14
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

Nom et adresse de l'acheteur public

**MINISTÈRE DES ARMÉES
DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE CAYENNE
Quartier de la Madeleine
CS 56019
97 306 CAYENNE Cedex**

Téléphone : 05 94 39 56 76 (renseignements administratifs)

Courriel : did-cayenne-divadm.ach.fct@intradef.gouv.fr

OBJET DU MARCHÉ :

Guyane (973) – FAG – Accord-cadre à bons de commande pour la maintenance préventive et corrective des installations et équipements contre l'incendie des bâtiments des forces armées en Guyane.

Type d'acheteur public : L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées.

Le marché est-il couvert par l'accord sur les marchés publics : non.

Représentant du pouvoir adjudicateur : le directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne.

Principale activité du pouvoir adjudicateur : infrastructure immobilière.

Objet du marché :

Accord-cadre à bons de commande pour la maintenance préventive et corrective des installations et équipements contre l'incendie des bâtiments des forces armées en Guyane.

Code CPV : 44480000 - Équipements divers de protection contre l'incendie.

Délai d'exécution des services :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'à la date anniversaire.

L'accord-cadre est à reconduction tacite chaque année à sa date anniversaire, sa durée totale ne pouvant excéder QUATRE (4) ans.

Décomposition en lots :

L'accord-cadre est décomposé en 3 lots de la manière suivante :

- **Lot 1 : installations et équipements contre l'incendie gérés par l'antenne de Kourou :**
 - quartier Forget à Kourou ;
 - gendarmerie maritime Pariacabo à Kourou ;
 - camp Szuts (CEFE) à Régina.
- **Lot 2 : installations et équipements contre l'incendie gérés par l'antenne de la Base aérienne :**
 - base aérienne François Masse à Matoury ;
 - CCM à Kourou ;
 - base navale de Dégrad des Cannes (BNDdC) à Rémire Montjoly ;
 - îlot Cabassou à Rémire Montjoly ;
 - dépôt de munitions de la montagne des serpents à Roura ;
 - mont Vénus à Sinnamary.
- **Lot 3 : installations et équipements contre l'incendie gérés par l'antenne de Cayenne :**
 - quartier de la Madeleine à Cayenne ;
 - quartier Berthelin-Journet à Cayenne (des travaux sont prévus sur ce site, des avenants seront émis pour modifier les quantités) ;
 - hôtellerie du Cercle Mess Loubère à Cayenne ;
 - résidence COMSUP à Cayenne ;
 - base nautique de Stoupan ;
 - station d'émission du grand mont Matoury ;
 - camp du tigre à Rémire-Montjoly ;
 - station d'émission du camp du Tigre à Cayenne ;
 - camp Artur à Saint Jean du Maroni.

Les candidats peuvent postuler à un ou plusieurs lots.

Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires Etat / Ministère des Armées.

Le prix du bon de commande annuel est forfaitaire pour la réalisation des prestations de maintenance préventive dans le cadre des installations du périmètre de l'accord cadre.

Toutes les prestations correctives inférieures à **1 000,00 €** sont comprises dans le forfait annuel de maintenance préventive.

Pour les prestations correctives supérieures ou égales à 1 000,00 €, un devis avec l'application du coefficient d'approvisionnement sera demandé.

Forme juridique que devra revêtir l'attributaire d'un accord-cadre :

Le marché sera attribué à une entreprise générale, soit à un groupement d'entreprises.

Les offres seront rédigées uniquement en langue française et en euros.

Conditions de participation :

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde (clé USB ou papier) conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde. L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Critères d'attribution :

Les critères suivants seront retenus pour le jugement des offres.

Critères de jugement des offres		points
Prix des prestations	1 Prix forfaitaire	50
	2 Coefficient d'approvisionnement	10
Valeur technique	3 Mémoire technique	40

Sous-critères de la valeur technique :

- moyens humains (08 pts) ;
- qualifications des techniciens et de l'encadrement (06 pts) ;
- organisation fonctionnelle (10 pts) ;
- moyens matériels (10 pts) ;
- SOGED (03 pts) ;
- certification MASE (ou équivalent) (03 pts).

Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents :

- Par voie électronique sur la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Date limite de réception des offres : Le lundi 11 août 2025 à 12h00 (heure locale).

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Cayenne 7, rue Victor Schœlcher, 97 300 Cayenne, tél : 05-94-25-49-70, Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr.

Médiation :

COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article R 2197-1 à 25, en cas de différend concernant l'exécution des contrats publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Les coordonnées du service de médiation sont :

minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr ou 09-88-68-19-25 et 06-07-48-31-44.

Visite des lieux :

La visite des installations est facultative mais peut être intéressante pour postuler à cette consultation (condition d'accès du personnel et des véhicules, sites éloignés, matériels à utiliser, etc...).

Les visites doivent être sollicitées avec un préavis d'au moins de 48h.

Afin de convenir d'un rendez-vous pour visiter les lieux, les entreprises devront s'adresser par mail à l'adresse suivante :

did-cayenne-divgp-sgtp.cds.fct@intradef.gouv.fr

ou par téléphone au numéro suivant : 06.94.26.76.65.

Les attestations de visite des lieux leur seront délivrées, signées d'un représentant du service. Elles seront jointes à l'offre, le cas échéant.

Date d'envoi du présent avis à la publication :

Bon pour insertion

Cet avis fait l'objet d'une annonce dans les supports publicitaires suivants :

☒ JOUE

☒ BOAMP

☒ PLACE

Bon pour insertion

Dressé par le Ministère des Armées, à Cayenne le

25/06/2020

L'ingénieur en chef de 1^{re} classe Emmanuel RICHARD
Directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne

